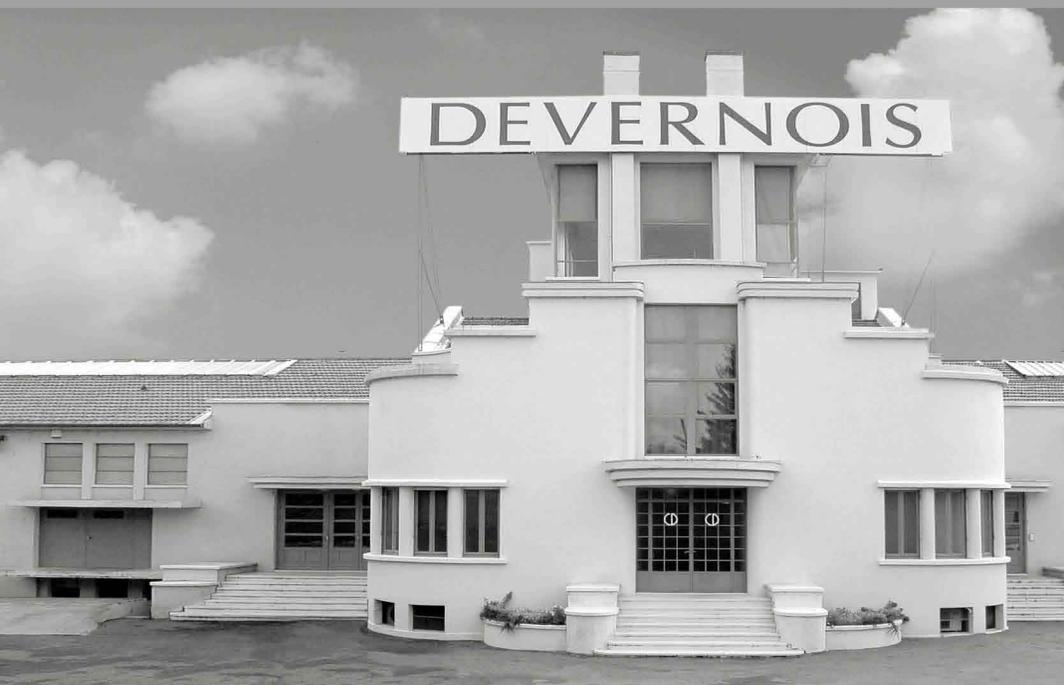


GROUPE
DEVERNOIS



RAPPORT SEMESTRIEL FINANCIER
AU 30 JUIN 2009

SOMMAIRE

A/ Attestation de Responsabilité	P 3
B/ Rapport semestriel d'activité du Groupe DEVERNOIS	P 3
C/ Le bilan consolidé du Groupe au 30 juin 2009	P 8
D/ Le compte de résultat consolidé du groupe	P 10
E/ Le Tableau de financement du groupe au 30 juin 2009	P 11
F/ Le Tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2008	P 12
G/ Notes Annexes aux comptes consolidés condensés du Groupe	P 12



A/ Attestation de Responsabilité

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1er semestre 2009 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux six prochains mois d'exercice.

Thierry Brun

Président du Directoire

B/ Rapport semestriel d'activité du Groupe DEVERNOIS

(Etabli par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 Juin 2009)

Les comptes semestriels condensés consolidés au 30 juin 2009 ont été établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur, conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, et suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

L'impact des normes et interprétations d'application obligatoire en 2009 se décompose comme suit :

- La norme IAS 1 révisée, appliquée à compter de 2009 n'a d'impact que sur la présentation des états financiers.
- Compte tenu des évolutions dans les normes imposées et la mise en place de la norme IFRS 8, la société n'est pas en mesure de diffuser l'étude sectorielle préconisée dans la mesure où elle n'a pas d'outils en interne à sa disposition.

Les méthodes comptables arrêtées en 2005, pour tenir compte des différentes évolutions réglementaires, ont été appliquées sans changement aux comptes condensés semestriels au 30 juin 2009. Toutefois, nous attirons votre attention sur les points figurant dans l'annexe page 13, note G4 concernant la dépréciation des fonds de commerce, page 14, note G6 concernant le changement de méthode de valorisation des stocks et page 15, note G8 concernant les engagements de retraites et assimilés, décrivant les adaptations apportées aux méthodes et estimations pour l'établissement des comptes condensés.

Le périmètre de consolidation du groupe a évolué par rapport au 31 décembre 2008 avec le début d'exploitation de notre filiale portugaise en date du 1er février 2009.



I - ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE

Avec 22 810 K€ de chiffre d'affaires consolidé, le groupe enregistre sur le semestre 2009 un recul de ses ventes de 4.07 % par rapport au premier semestre 2008. Cette diminution des ventes est la résultante d'un recul de l'activité de gros de 24.7 % compensée partiellement par une augmentation de l'ordre de 2.5 % du secteur de la distribution.

L'activité de gros se situe à un montant semestriel de 4 396 K€ contre 5 834 K€. Cette baisse de l'ordre de 1 400 K€ des volumes dans l'activité de gros se décompose en :

- > Une baisse de l'ordre de 800 K€ sur l'activité CEE dont une partie (400 K€) provient du transfert de notre activité multimarques portugaise vers notre filiale de distribution.
- > Une baisse de l'ordre de 100 K€ sur l'activité export hors CEE
- > Une baisse de l'ordre de 500 K€ sur l'activité française dont 300 K€ liée à la baisse des grands magasins.

Notre activité de Gros au 30 juin 2009 représentait 19.25% de notre chiffre d'affaires consolidé contre 24.5% au 30 juin 2008.

Le groupe a limité sa stratégie de développement de son réseau de distribution en propre à l'acquisition de 2 boutiques en France (Lorient et Brest), à l'implantation dans de nouveaux corners espagnols et au développement de sa filiale au Portugal comportant 3 boutiques, 2 affiliés et un corner de grand magasin. Néanmoins, la baisse conjuguée des ventes de l'activité de gros et l'accroissement du périmètre de la distribution ont conduit à la prépondérance du secteur Distribution par rapport à fin juin 2008.

Sur le premier semestre 2009, le secteur de la distribution a vu une progression de 2.5% de son chiffre d'affaires par rapport à fin juin 2008. Cette hausse provient essentiellement du développement de notre périmètre car dans le même temps, à périmètre constant, notre chiffre d'affaires de la distribution subit une décroissance de l'ordre de 1.7 %. D'un point de vue général et comparatif, les chiffres du marché du prêt-à-porter féminin annoncent sur le premier semestre un recul de 7.4 % des ventes par rapport à l'année 2008 sur un périmètre comparable (source FEH).

A fin juin 2009, le réseau intégré représentait en France 83 succursales dont 5 stands en grands magasins, 23 affiliés, et à l'export (Espagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) 40 succursales dont 18 stands en concession Grands Magasins Innos et 5 affiliés.



II - ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

1. BILAN

1.1 Actifs

1.1.1 Actif non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 39 903 au 31/12/08 à 39 236 au 30/06/09.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 38 253 K€ au 30/06/09 contre 38 940 K€ au 31/12/08. Cette valeur nette de 38 253 K€ au 30/06/09 est impactée d'une provision de 250 K€ liée à la cession d'une boutique de la société Sofrade (Nantes Beaulieu) qui interviendra sur le second semestre.

Il n'y a pas eu sur le premier semestre d'acquisitions importantes ou d'investissements importants à part l'acquisition de deux fonds (Brest et Lorient) sur notre filiale Sofrade pour une valeur de 135 K€ au 30/06/09.

L'impact d'une éventuelle dépréciation sur les fonds de commerce liée à la crise économique actuelle n'a pas été appréhendé et les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2008. En effet, par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation.

Les immobilisations financières sont restées stables depuis le 31/12/08 et représentent une valeur de 882 K€.

1.1.2 Actif courants

On rappellera qu'au 30 juin 2009, un changement de méthode de valorisation des stocks a été appliqué après que la nouvelle méthode ait été testée pendant plusieurs mois. La procédure relative à cette nouvelle méthode doit permettre de réaliser un inventaire permanent mensuel, de simplifier les procédures d'obtention des valorisations des stocks et de raccourcir les délais de production des comptes mensuels. L'application de cette méthode n'a pas d'incidence sur les comptes au 30 juin 2009 car l'écart de méthode a été enregistré dans les capitaux propres.

Les stocks nets passent de 11 593 K€ au 31/12/08 à 10 450 K€ au 30/06/09. Cette variation est expliquée essentiellement par la politique du Groupe concernant ces stocks et la volonté de ne pas s'engager trop dans un contexte économique difficile. Les stocks sont par ailleurs impactés par des saisons antérieures ayant fait l'objet de beaucoup de retours qui sont par ailleurs toutes provisionnées. Le groupe travaille à l'écoulement de ces pièces via des réseaux différenciés (internet, ventes publiques...) pour valoriser au mieux ces anciens stocks. Il n'y a donc pas d'évolution des risques significatifs dans les valeurs de stock du groupe.

Les comptes clients et comptes rattachés en valeur nette passent au 31/12/08 de 2 921 K€ à 1 555 K€ au 30/06/09 traduisant précisément la baisse importante du chiffre d'affaires de l'activité de gros sur la saison été 2009 notamment. Le groupe précise qu'il n'y a pas à ce jour de risques plus importants qu'auparavant dans les créances précitées. On notera cependant que l'instauration de la nouvelle loi de modernisation de l'économie visant à imposer des règlements maximaux à nos clients va créer un certain déséquilibre dans la trésorerie de ceux-ci dans les mois à venir et risque peut être d'accroître leurs difficultés de règlement par rapport à ces nouvelles conditions.



La trésorerie nette imputant des comptes bancaires créditeurs à la fin du semestre 2009 est de 3 477 K€ contre 1 277 K€ au 31/12/08 et 2 528 K€ à fin juin 2008. La réduction importante du besoin en fonds de roulement, notamment liée à la réduction des stocks et à une politique de marge plus contrôlée, a conduit à améliorer significativement la trésorerie nette du groupe.

II.2.1 Passifs

II.2.1.a Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières du groupe, en baisse de 16 % sur le semestre, représentent 3 385 K€ à fin juin 2009 contre 4 034 K€ à fin décembre 2008, soit respectivement 8.6 % des capitaux propres au 30/06/09 contre 9.9 % au 31/12/08.

II.2.2 Passifs courants

II.2.a Fournisseurs

Le poste fournisseur passe d'une valeur nette de 4 815 K€ au 31/12/08 à 5 259 K€ au 30/06/09 (4 796 K€ au 30/06/08 pour période comparable).

La hausse de ce poste est à mettre en corrélation avec la volonté de mettre à disposition plus rapidement qu'en 2008 les nouvelles collections ce qui se traduit par une anticipation des livraisons et donc un encours provisoirement plus important.

II.2.b Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 955 K€ au 31/12/08 à 795 K€ au 30/06/09. Les dotations concernent des litiges opposant la société à des bailleurs sur les conditions de renouvellement des baux suite à des demandes de déplafonnement de loyers, des litiges sociaux, et les provisions pour indemnités de fin de carrière. La diminution des provisions pour litiges est due à la résolution de contentieux commerciaux, suite à des jugements favorables rendus au cours du 1er semestre 2009.

2. RESULTAT

Chiffre d'affaires 1er semestre

Par Réseau, en K€	30/06/2009	%	30/06/2008	%
Multimarques et divers	2 738	12 %	3 221	14 %
Franchises	1 641	7 %	2 275	8 %
Grands Magasins	37	0 %	355	2 %
Escompte	(20)	Ns	(17)	Ns
Sous Total Gros hors escompte	4 396	19 %	5 834	24 %
Succursales et concession GM	16 742	74 %	16 333	69 %
Affiliés	1 672	7 %	1 613	7 %
Total Consolidé	22 810	100 %	23 780	100 %

Le premier semestre 2009 a été marqué avant tout par la baisse significative de nos ventes dans le commerce de gros. Cette diminution due comme mentionnée précédemment à un contexte économique difficile ayant forcé certains clients à arrêter leur activité ou à réduire leurs engagements compte tenu de l'incertitude de l'écoulement de leurs produits, représente une perte de 1 438 K€.



Contrairement à juin 2008, le groupe a limité ses engagements en stock sur les saisons encours et à venir compte tenu des mauvais taux d'écoulement des saisons été et hiver 2008. Ceci se traduit par un déstockage important au niveau de la production stockée au 30 juin 2009 contrairement à fin juin 2008.

Les consommations représentent 22 % du chiffre d'affaires à fin juin 2009 contre 27.9 % à fin juin 2008. Cette évolution est liée à la politique de marge fixée par le Groupe visant à améliorer la marge moyenne de l'activité de gros grâce notamment à une sélection au préalable des articles de collections les plus rentables.

Les charges de personnel du groupe passent de 28.3 % à fin juin 2008 contre 30.2 % fin juin 2009. La masse salariale brute reste relativement stable en valeur brute. La dégradation du ratio est liée à l'accroissement de périmètre dans le secteur de la distribution n'ayant pas généré le chiffre d'affaires escompté sur le semestre compte tenu des problèmes économiques évoqués. On notera d'ailleurs que les charges de personnel de la société mère ont diminué sur le semestre de l'ordre de 100 K€ à la suite d'un plan de licenciement économique incluant 7 personnes.

Les charges externes diminuent et passent de 8 721 K€ à 8 134 K€ à fin juin 2009 malgré les hausses de périmètre du secteur de la distribution ; des baisses significatives de charges externes sur la société mère (honoraires, commissions, publicité ...) ont permis de contrebalancer les évolutions du secteur de la distribution.

La marge opérationnelle courante, baisse de 30 % passant de 1 490 K€ fin juin 2008 à 1 043 K€ fin juin 2009. Cette baisse de marge est essentiellement due à l'activité de gros qui a dégagé une marge nettement moindre fin juin 2009 qu'à fin juin 2008

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à - 339 K€ au 30 juin 2009 contre 181 K€ au 30 juin 2008. La dégradation de ce poste est liée pour 225 K€ à la moins value constatée sur la vente d'un fond de commerce situé à Nantes. On notera cependant que cette provision n'aura pas d'impact dans les comptes 2009 car la cession d'un autre magasin parisien en septembre 2009 va, lui, générer une plus value équivalente.

Le résultat opérationnel passe de 1 671 K€ au 30.06.2008 à 704 K€ au 30.06.09.

Le résultat financier diminue de l'ordre de 188 K€. Sur 2009, les taux de change retenus pour les monnaies essentielles que sont le dollar et le franc suisse pour le groupe ont été adaptés et n'ont pas dégagé contrairement à 2008 des gains de change significatifs. Il faut noter que cette dégradation de résultat n'a pas d'impact sur le résultat global du groupe mais constitue un transfert de produits du résultat financier vers la marge opérationnelle.

Le résultat net après impôt passe de 1 001 K€ en Juin 2008 à 282 K€ en Juin 2009.

III . PERSPECTIVES DU 2ème SEMESTRE 2009 – RISQUES ET INCERTITUDES

Les tendances observées depuis le début du deuxième semestre 2009 ne permettent pas de dégager des perspectives certaines et ne montrent pas pour l'instant un redémarrage de l'activité dans la distribution.



Le groupe reste donc vigilant sur le second semestre et poursuivra le plan d'économie relatif aux charges de structure du Groupe entamé sur le premier semestre.

Compte tenu de l'impact prépondérant de la distribution dans les résultats du groupe et de l'incertitude du chiffre d'affaires de ce secteur dans la distribution sur le second semestre, le groupe ne souhaite pas donner de perspectives pour le second semestre.

IV. PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a eu aucune nouvelle transaction entre les parties liées au cours du 1er semestre 2009, qui ait influencé significativement la situation financière ou les résultats consolidés du groupe. Les transactions décrites dans le rapport annuel au 31 décembre 2008 avec la société holding HSTB se sont poursuivies dans les mêmes conditions.

C/ Le bilan consolidé du Groupe au 30 juin 2009

ACTIF	30/06/2009	31/12/2008	REF ANNEXE
Actifs non courants	39 236	39 903	
Immobilisations incorporelles	29 788	29 931	note 13
Immobilisations corporelles	8 465	9 009	note 14
Immeubles de placement	-	-	
Immobilisations financières	882	864	note 15
Autres actifs financiers disponibles à la vente (TIAP)	-	-	
Impôts différés actifs	101	99	note 16
Actifs courants	17 868	20 105	
Stocks	10 450	11 593	note 18
Acomptes et avances	-	-	
Clients et comptes rattachés	1 555	2 921	note 17
Autres créances et comptes de régularisation	1 610	2 567	note 19
Trésorerie	4 253	3 024	note 20
TOTAL GENERAL	57 104	60 008	

PASSIF	30/06/2009	31/12/2008	REF ANNEXE
<u>Capitaux propres</u>	39 463	40 752	note 21
Capital social	2 300	2 300	
Primes d'émission	7 477	7 477	
Ecart de réévaluation	105	105	
Réserves légales	230	230	
Réserves réglementées			
Autres réserves	29 050	29 027	
Ecart de conversion	19	23	
Résultat de l'exercice	282	1 590	
<u>Intérêts minoritaires</u>	-	-	
<u>Passifs non courants</u>	5 437	6 095	note 24
Emprunts et dettes financières LT (plus d'un an)	3 385	4 034	note 25
Impôts différés passifs	2 022	1 953	note 25
Provisions pour risques et charges long terme	30	108	
Autres passifs non courants (dont participation des salariés)	-	-	note 25
<u>Passifs courants</u>	12 204	13 161	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 259	4 815	note 26
Emprunts et dettes financières CT (moins d'un an)	1 855	2 103	note 24
Comptes bancaires créditeurs	776	1 747	note 24
Dettes fiscales et sociales courant	-	-	note 26
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	3 519	3 541	note 26
Provisions pour risques et charges courantes	795	955	note 22
<u>TOTAL GENERAL</u>	57 104	60 008	



D/ Le compte de résultat consolidé du groupe

	30/06/2009	30/06/2008	REF ANNEXE
Chiffre d'affaires	22 810	23 780	note 4
Production stockée-immobilisée	-397	2038	
Produits opérationnels courant	22 413	25 818	
Achats consommés	-5 020	-6 626	
Charges de personnel	-6 898	-6 744	
Charges externes	-8 134	-8 721	
Impôts et taxes	-602	-509	
Dotations aux amortissements	-1 637	-1 537	
Dotations aux provisions nettes	867	565	
Charges d'exploitation nettes	54	-756	note 7
Charges opérationnelles courant	-21 370	-24 328	
Marge opérationnelle courant	1 043	1 490	
Autres produits et charges opérationnels	-339	181	note 8
Résultat opérationnel	704	1 671	
Produits nets de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	32	63	
Charges de financement	-142	-143	
Coût de l'endettement financier net	-110	-80	note 9
Autres produits et charges financiers	-71	87	
Résultat financier	-181	7	
Charges d'impôt	-241	-677	note 10
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	282	1 001	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat consolidé net	282	1 001	
Part du groupe	282	1 001	
Part des minoritaires	0	0	
Résultat par action	1	3	

E/ Le Tableau de financement du groupe au 30 juin 2009

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE		
En Euros	30/06/2009	31/12/2008
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	282	1 001
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie :		
- provisions à caractère de réserve	1 657	1 343
- autres produits à caractère de réserves	-570	-138
- impôts différés	118	424
- plus-values de cessions, nettes d'impôt	81	-99
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 568	2 531
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3 885	-1 326
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 453	1 205
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisition d'immobilisations	-1 414	-1 884
Cessions d'immobilisations nettes	58	194
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 356	-1 690
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 046	-2 004
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		
Souscription d'emprunts	250	200
Remboursement d'emprunts	-1 149	-1 357
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 945	-3 161
Variation de trésorerie	2 152	-3 646
Incidence des variations des cours des devises	44	5
Trésorerie d'ouverture	1 278	6 169



F/ Le Tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2008

	Capital	Primes	Ecarts de réévaluation	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Résultat de l'exercice	Total
	Normes Françaises						
Situation au 31.12.2008	2 300	7 477	105	29 257	23	1 590	40 752
Incidence affectation des résultats				544		-1 590	-1 046
Autres mouvements				-520	-5	282	-243
Situation au 30,06,2009	2 300	7 477	105	29 281	18	282	39 463

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés annuels 2008 ont été établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 Juin 2009 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cette norme prévoit que, s'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS nécessaire à la préparation des comptes consolidés annuels. Les comptes du 30 Juin 2009 doivent donc être lus en relation avec les états financiers du 31 Décembre 2008. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2008.

G-1. Consolidation

Les sociétés dans lesquelles DEVERNOIS SA exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 Juin 2009 et ont tous une durée de 6 mois.

G-2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers de la succursale étrangère de la société Italie 6 ont été convertis selon la méthode du cours de clôture à l'exception des capitaux propres qui ont été convertis au cours historique.



Par mesure de simplification, et par le fait que la société concernée, Italie 6, a un impact mineur sur les postes du compte de résultat consolidé, les opérations de résultat sont converties à un taux de clôture. La variation du Franc Suisse par rapport à l'euro en 2009 n'induit pas d'incidence significative de cette pratique.

G-3. Chiffre d'affaires

G-3.1. Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- un réseau de 320 multimarques et de 25 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.
- un réseau de grands magasins organisés au niveau national (présence dans 5 magasins Printemps et magasins Galeries Lafayette) organisé sous forme généralement de concessions.

G-3.2. Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurées autour de 123 points de vente en Europe. Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs, avec des flag-ship dans plusieurs grandes villes européennes (Bruxelles, Madrid, Genève, Zurich, Luxembourg). Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back office logistique, des systèmes d'informations et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

G-3.3. Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 34 points de vente ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept. Ce développement commercial a été choisi pour la maîtrise qu'il permet en matière de gestion des stocks et de rotation des collections.

G-4. Immobilisations incorporelles : Fonds de commerce et droits au bail - Dépréciation

La méthode de dépréciation des fonds de commerce, par référence à leur valeur de marché, reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice et période semestrielle précédents.



Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail. Cette valeur, considérée comme valeur vénale, est utilisée pour les tests de dépréciation lors de l'arrêté des comptes semestriels destinés à la consolidation et pour l'arrêté annuel. Compte tenu du contexte économique actuel, l'impact d'une éventuelle dépréciation n'a pas été appréhendé.

G-5. Actifs et passifs financiers

Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 Juin 2009. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de "premier entré, premier sorti".

Au 30/06/2009 il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.

A la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.

Au 30 juin 2009, aucune provision n'a été constituée.

G-6. Stocks

Afin de pouvoir réaliser un inventaire permanent mensuel, simplifier les procédures d'obtention des valorisations des stocks et raccourcir les délais de production des comptes mensuels, la société a développé depuis plusieurs mois un module automatique de valorisation des stocks basés sur sa GPAO.

Cette nouvelle méthode, testée depuis 12 mois à chaque clôture trimestrielle afin de mesurer l'évolution des écarts éventuels, est appliquée à compter de la clôture du 30 juin 2009. A ce titre, les stocks seront maintenant valorisés selon la procédure suivante :

- Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation.
- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au prix réel pondéré, c'est-à-dire au prix unitaire où la matière a été achetée, chaque pièce de tissu ou chaque carton ayant fait l'objet d'une facture saisie en GPAO rattachée à une saison. Dans le cas où une matière ne serait pas liée à un achat (régularisation de stock), la valorisation s'opère sur la base de la gamme de fabrication.
- Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

- Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels de l'exercice. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.



Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente.

Afin d'homogénéiser les méthodes entre le 31 décembre 2008 et le 30 juin 2009, et ainsi avoir une cohérence dans la variation des stocks sur l'année 2009, une valorisation selon la nouvelle méthode a été réalisée au 31 décembre 2008.

Le changement de méthode a été comptabilisé en capitaux propres à l'ouverture de l'exercice et a ainsi diminué ces capitaux propres d'une valeur de 630 K€ avant impôt et de 420 K€ après fiscalisation. De ce fait il n'y a pas eu d'impact sur le résultat du 1er semestre 2009

G.7. Impôts

La charge d'impôt sur le résultat semestriel a été calculée à partir des impôts courants et des impôts différés relatifs à chaque entité.

Les taux d'imposition retenus pour le semestre sont :

- pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2009, soit 33,33 %.
- pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2009, soit 33,99 %.
- pour Italie 6, le taux légal pour 2009, soit 35%.
- pour Devernois Espana, aucune fiscalité n'est retenue.
- pour Devernois Luxembourg, aucune fiscalité n'est retenue.
- pour Devernois Portugal, aucune fiscalité n'est retenue.

G.8. Engagements de retraites et assimilés

La méthode d'estimation des engagements de retraite et assimilés reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice précédent.

Toutefois, depuis le 30/06/2008 et afin d'accélérer la production des comptes condensés semestriels, les engagements de retraites et assimilés sont estimés sur la base du calcul au 31/12 précédent, majoré d'un taux, fixé à 3% au 30/06/09. La structure sociale du groupe n'a pas subi de modification significative au 1er semestre 2009, et la direction estime donc que ce changement d'estimation comptable n'a pas d'incidence significative sur les comptes condensés semestriels.

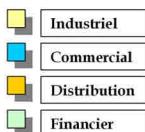
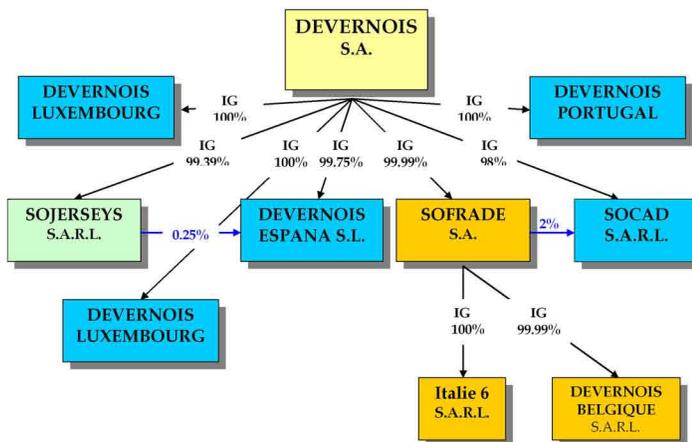


G-9. Titres d'autocontrôle

A l'heure actuelle, le groupe ne détient pas de titres d'autocontrôle.

Note 2. Périmètre de consolidation

2.1. Noms des sociétés consolidées



2.2. Evolution significative du périmètre en 2009

NEANT

2.3. Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

NEANT

Note 3. Information sectorielle

Compte tenu des évolutions dans les normes imposées et la mise en place de la norme IFRS 8, la société met en place une réflexion pour se doter des outils permettant de diffuser l'étude sectorielle selon les préconisations de la norme.

Note 4. Chiffre d'affaires

(en K €)	30/06/2009	30/06/2008
Ventes de biens	22 612	23 594
Prestations de services	198	186
Total	22 810	23 780

Compte de resultat 30/06/2009	30/06/2009	Détaillants	Boutiques	Affiliés	Non affecté
Chiffre d'affaires	22 810	4 195	17 125	1 416	78
Marge opérationnelle	1 042	1	465	499	78
Résultat sectoriel	704	1	115	509	78
Résultat financier	-181				-181
Charges d'impôt	-241				-241
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence					
RESULTAT CONSOLIDE NET	282	2	115	509	-345

Note 5. Effectif

L'effectif à la date d'arrêté des comptes s'établit ainsi :

	30/06/2009	30/06/2008
Cadres	89	91
ETAM	258	255
Ouvriers	38	44
Total	385	390

Note 6. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en K €)	30/06/2009	30/06/2008
Frais de collection	549	220
Autres immobilisations incorporelles	2 218	2 089
Matériel	4 353	4 517
Autres immobilisations corporelles	7 764	8 743
Total	14 884	15 569



Note 7. Autres produits et charges d'exploitation

(en K€)	30.06/2009	30.06/2008
Autres produits	150	100
Autres charges	(96)	(856)
	54	(756)

Note 8. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des événements exceptionnels.

(en K€)	30.06/2009	30.06/2008
Autres produits	131	431
Autres charges	(470)	(250)
	(339)	181

Note 9. Charges de financement

Les charges de financement s'élèvent à 142 K€ contre 143 KE au 30 Juin 2008.

Note 10. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élève à 123 KE .

La charge d'impôt différé à été estimée à 118 K€.

L'activation des déficits d'un montant de 169 K€ concerne uniquement Devernois Belgique, pour laquelle les déficits sont indéfiniment reportables.

Note 11. Immobilisations incorporelles

Brut	Valeurs Brutes 30.06/2009	Valeurs Brutes 30.06/2008
Frais d'établissement		
Frais de collection	800	778
Concessions, brevets, licences	2 959	2 693
Fonds commercial	31 882	30 837
Autres immobilisations incorp	512	597
Avances et acomptes		231
Total Valeurs	36 153	35 136



Amortissements	Cumulés 30/06/2009	Cumulés 30/06/2008
Frais d'établissement		
Frais de collection	549	220
Concessions brevets, licences	2 218	2 089
Fonds commercial		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	2 767	2 309

Note 12. Immobilisations corporelles

Brut	Valeurs brutes 30/06/2009	Valeurs Brutes 30/06/2008
Terrains	465	465
Constructions	4 067	3 929
Installations techn. mat. outill.	6 294	7 122
	11 813	11 190
Autres immobilisations	14	8
Immobilisations en cours		
Avances et acomptes		
Total Valeurs	22 653	22 714

Amortissements	Cumulés 30/06/2009	Cumulés 30/06/2008
Constructions	1 927	1 822
Installations techn. mat. outill.	4 353	4 517
Autres immobilisations	7 764	6 921
Immobilisations en cours		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	14 044	13 260

Note 13. Immobilisations financières

Brut	Valeurs brutes 30/06/2009	Valeurs brutes 30/06/2008
Autres titres immobilisés	4	4
Prêts	1	41
Autres immob. financières	877	829
Total Valeurs	882	874

Note 14. Autres actifs non courants

Ces actifs concernent les créances d'impôt pour un montant de 101 K€

Note 15. Créances de financement

Néant.



15.1. Montant des créances douteuses

	30.06/2009	30.06/2008
Clients et comptes rattachés brut	2 075	3 251
Provision pour clients douteux	(520)	(536)
Montant net	1 555	2 715

15.2. Evolution des provisions pour créances douteuses

(en K€)	30.06/2009	30.06/2008
Dotation créances douteuses	(84)	(62)
Reprise créances douteuses	74	847
Pertes sur créances irrécouvrables	8	(749)
Rentrées sur créances amorties		
Total	(2)	36

Note 16. Stocks

	30.06/2009	30.06/2008
Matières premières	1 419	1 673
Produits en cours	0	12
Produits intermédiaires et finis	5 089	6 698
Marchandises	6 852	5 178
Total valeur brute	13 360	13 561
Provisions pour dépréciation	2 909	2 531
Total valeur nette	10 451	11 030

Note 17. Autres débiteurs

(en K€)	30.06/2009	30.06/2008
Autres créances	855	1 190
Charges constatées d'avance	755	783
Total	1 610	1 973

Note 18. Trésorerie

(en K€)	30.06/2009	30.06/2008
Placements (VMP)	773	480
- dont provisions		
Comptes courants bancaires et caisses	3 480	2 274
Total	4 253	2 754

Note 19. Capitaux propres

19.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

19.2. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2008	2 300	7 477	105	29 257	23	1 590	40 752
Incidence affectation des résultats				544		-1 590	-1 046
Autres mouvements				-520	-5	282	-243
Situation au 30.06.2009	2 300	7 477	105	29 281	18	282	39 463

Note 20. Provisions

20.1. Détail des provisions

	Valeur au 30.06.2009	Valeur au 30.06.2008
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
. pour indemnités de fin de carrière	444	631
. pour litiges	105	164
. pour autres risques		
. pour autres charges	277	343
Sous-Total	826	1 138
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF CIRCULANT		
. sur stocks et en-cours	2 909	2 531
. sur comptes clients	520	537
. sur autres créances	16	17
. sur disponibilités	0	0
Sous-Total	3 445	3 085
PROVISION POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE		
. sur terrain	144	144
. sur fonds	3 599	3 280
Sous-Total	3 743	3 424
Total	8 014	7 647

Provisions pour litiges :

Ces provisions concernent des litiges à caractère commercial et des litiges à caractère social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

Note 21. Engagements de retraites et assimilés

21.1. Engagements de retraites

21.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 4 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère.
- Âge conventionnel de départ : 65 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

Pour les comptes condensés au 30/06/2009, les engagements de retraites calculés au 31/12/2008 selon les hypothèses ci-dessus, ont été majorés de 3%.

21.1.2. Eléments chiffrés

(en K €)	30/06/2009	30/06/2008
IFC	444	631
Total	444	631

21.2. Médailles du travail

Non significatif.



Note 22. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

22.1. Détail des emprunts

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2009 Coût amorti ou juste valeur	Nominal	Echéances du nominal	
			< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				
Autres emprunts à long terme	5 230		1 845	3 385
A la clôture de l'exercice	5 230		1 845	3 385

22.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K €)	Solde au bilan au 30.06.2009	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants		
Banques créditrices	776	Euro
Total	776	

22.3. Dettes financières diverses

(en K €)	Valeur bilan au 30.06.2009 Coût amorti ou juste valeur	Echéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	3	3	
A la clôture de l'exercice	3	3	

Note 23. Autres passifs non courants

(en K €)	30/06/2009	30/06/2008
Provisions pour risques et charges non courantes	0	0
Impôts différés passifs	2 022	2 218
Participation des salariés	0	50
Total	2 022	2 268

Note 24. Autres passifs courants

(en K €)	30/06/2009	30/06/2008
Dettes fiscales et sociales	3 187	3 359
Fournisseurs	5 259	4 796
Clients créditeurs		
Produits constatés d'avance		
Provisions pour risques et charges courantes	825	1 137
Créditeurs divers	331	304
Total	9 602	9 596

Note 25. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Italie 6 pour 61 K€
- Sofrade pour 3 498 K€

Soit un total de 3 559 K€

Note 26. Rémunération des dirigeants

- Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,
- Monsieur Jean-Bernard DEVERNOIS, président du conseil de surveillance de la société,
- Madame Séverine BRUN, directeur général de la société,
- Madame Zélia BOËL, vice-présidente du conseil de surveillance de la société, ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de 149 K€ sur le 1er semestre 2009.

Note 27. Passifs éventuels

NEANT

Note 28. Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires des commissaires aux comptes pris en charges, pour les sociétés du groupe, au titre du 1er semestre 2009 : 57 K€.



Note 29. Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

Note 30. Transaction avec les parties liées

Le montant des refacturations de la holding HSTB pour le groupe s'élève pour le 1er semestre 2009 à 124 K€.

Note 31. Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation accumulé correspondant aux droits acquis s'élève à 20 765 heures au 30/06/2009.

Note 32. Eléments significatifs du semestre

NEANT



Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la Société DEVERNOIS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DEVERNOIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1° - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

.../....

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans :

- la note 1.4 « Immobilisations incorporelles » page 6 de l'annexe décrivant la méthode retenue relative à la valorisation des différents fonds de commerce.
- la note 1.6 « Stocks de l'année » page 7 de l'annexe décrivant le changement de méthode de valorisation des stocks.
- la note 3 « Information sectorielle » page 11 de l'annexe concernant la non application de la norme IFRS8.



2° - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE – le 5 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

GESCOMM

Valérie GAUMARD
Associée

EXCO FIDOGEST

Frédéric VILLARS
Associé

Membres de la Compagnie Régionale de Lyon

